



**Embargo : 30 avril 2013, 10 h 00**

## **Documentation à l'usage de la presse au sujet du rapport de la situation 2013 du Service de renseignement de la Confédération (SRC)**

Aucune des menaces mentionnées n'est imminente pour l'instant. A long terme, comparée à beaucoup d'autres pays, la Suisse se trouve dans une situation très stable et calme. Les menaces et les risques relevés pour notre pays sont certes réels, mais ils ne peuvent mettre en danger l'Etat dans son ensemble qu'en cas de conditions défavorables, inexistantes aujourd'hui.

Dans l'**environnement stratégique**, la crise de la dette en Europe et le printemps arabe remettent en question ce qui semblait acquis de longue date. La Russie, dans ses relations avec l'Europe, joue à nouveau un rôle important, en particulier en tant que « superpuissance énergétique ».

Le Suisse n'est toujours **pas une cible prioritaire d'attentats pour motifs djihadistes**. Mais le risque que des citoyens suisses soient enlevés à l'étranger pour des raisons politiques ou terroristes est plus élevé qu'auparavant. Dans les zones de conflits de l'espace islamique notamment, ils peuvent à tout moment être victimes d'enlèvements ou d'actes de terrorisme ou de violence. Dans toute l'Europe, le nombre de voyages entrepris pour des motifs djihadistes vers des zones de conflit a également augmenté.

Depuis des années, les services de renseignement de toute l'Europe suivent les personnes qui voyagent dans des zones en guerre pour rejoindre un mouvement djihadiste ou terroriste. Ces **voyageurs du djihad** participent à des actions militaires ou apportent un soutien logistique à des organisations djihadistes. D'autres encore se forment dans des camps d'entraînement dans l'intention d'appliquer ce qu'ils ont appris, sur place ou dans les Etats occidentaux. Si l'on sait que plusieurs centaines de voyageurs du djihad sont partis d'Europe ces dix dernières années, la Suisse en recense à peine une vingtaine ayant quitté son territoire pour s'en aller vers des régions djihadistes (un tiers d'entre eux sont des cas confirmés, les autres pouvant être des personnes qui effectuent un séjour linguistique). Il convient d'accorder une attention particulière aux personnes qui reviennent après un séjour dans un camp d'entraînement situé dans l'une de ces régions ou après une participation à des actions militaires.

Le risque n'est pas exclu que ces personnes puissent, à leur retour, commettre des attentats en Europe ou servir d'exemple à des djihadistes potentiels. Des cas comme celui de l'auteur de l'attentat de Toulouse ont mis en évidence ce risque de manière impressionnante. En Suisse, aucun cas de personnes rentrant de ces régions à risques n'a, jusqu'ici, été constaté et rien ne permet de le confirmer à ce jour.

En revanche, le départ de Suisse de plusieurs djihadistes vers la **Somalie** est un fait. Par rapport au nombre de cas confirmés et aux supputations, la Somalie est la destination la plus prisée des volontaires djihadistes partant de Suisse.

En ce qui concerne l'**Afghanistan / le Pakistan** - une zone djihadiste connue - le cas de Moez Garsallaoui tué à l'automne 2012 au Pakistan peut être cité. Aucun autre déplacement confirmé entre la Suisse et l'Afghanistan / le Pakistan n'a été constaté.

Le conflit en **Syrie** attire de plus en plus les combattants étrangers. Ce pays devient une destination de plus en plus prisée des volontaires djihadistes d'Europe, certainement aussi en raison du fait qu'il est relativement facile de se rendre en Syrie. Néanmoins, les personnes qui vont en Syrie ne le font pas toutes pour des motifs djihadistes. Le SRC dispose certes d'informations concernant des voyages à motifs djihadistes depuis la Suisse vers la Syrie, mais ces informations ne sont pas suffisantes, en l'état, pour que l'on puisse parler de cas avérés.

Des déplacements continus, en toute liberté, voire en augmentation à partir de notre pays peuvent nuire considérablement à **l'image de la Suisse**. Notre territoire pourrait servir de base de préparation et de recrutement aux terroristes. En outre, des personnes en lien direct avec la Suisse pourraient être impliquées dans des actes terroristes. A long terme, ces déplacements pourraient faire augmenter le risque d'attentats en Suisse ou contre des cibles occidentales.

Dans le cadre des moyens prévus par la loi, le SRC observe la situation afin de repérer à temps les réseaux de radicalisation et de recrutement ainsi que les départs et les retours de personnes mues par des motifs djihadistes.

Dans le domaine de **l'extrémisme violent de droite et de gauche**, le potentiel de violence persiste mais ne menace pas la sûreté intérieure de la Suisse. La situation dans les milieux de l'extrême gauche s'est légèrement calmée, fait auquel des mesures répressives telles que des arrestations et des condamnations ont probablement contribué. Concernant l'extrémisme de droite, le comportement clandestin de ces milieux s'est encore renforcé. Pour l'instant, il n'est toutefois pas possible d'en prévoir les conséquences.

La **prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs** est l'un des problèmes majeurs de notre époque. Dans ce domaine, l'Iran et la Corée du Nord restent au centre des préoccupations. Les sanctions internationales contre l'Iran ont été massivement renforcées, ce qui augmente aussi le risque de tentatives de les contourner, en violation du droit international et du droit suisse.

Des activités de **renseignement prohibé** sont toujours accomplies en Suisse – et de plus en plus souvent, des informations sont aussi subtilisées par le biais de moyens informatiques.

Une augmentation significative est également constatée dans le domaine des **cyberrisques** car le fonctionnement de la Suisse est de plus en plus dépendant d'équipements et de systèmes d'information et de communication étroitement connectés entre eux. Ces derniers, comme ils peuvent être attaqués en grande partie de manière anonyme et avec peu de ressources, offrent de nombreuses possibilités d'usage détourné, de manipulation et de nuisance.

**Contact :** Felix Endrich, chef de la Communication SRC, 031 322 51 01  
[felix.endrich@ndb.admin.ch](mailto:felix.endrich@ndb.admin.ch)

Lien avec le rapport:

[http://www.vbs.admin.ch/internet/vbs/fr/home/documentation/publication/snd\\_publ.html](http://www.vbs.admin.ch/internet/vbs/fr/home/documentation/publication/snd_publ.html)